

LA COMMUNE DE PARIS

MONITEUR DES CLUBS

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, SOLIDARITÉ.

ON S'ABONNE A PARIS :

RUE DE RIVOLI, 46.

	Paris.	Départ.
3 mois.	6 fr.	9 fr.
6 —	12	18
Un an.	24	36

S'adresser pour l'administration au ci-

toyen SOBRIER, directeur-gérant;

Pour la rédaction au citoyen CAHAIGNE, rédacteur en chef, au bureau du Journal, rue de Rivoli, 46. (Affranchir.)

Paris, 5 avril.

LE CITOYEN ODILON BARROT.

Si pour être homme politique il ne fallait qu'avoir l'honnêteté personnelle, la probité vulgaire, les douces relations d'intérieur et de voisinage, le citoyen Barrot mériterait tous nos éloges.

Mais à côté de ces qualités toujours estimables, l'ambition vient siéger, mauvaise conseillère, poussant toujours à la représentation éclatante, prenant les bruyants échos pour des voix sérieuses et se gonflant chez soi d'une importance qui prépare d'amers déceptions lorsque le sens public juge et que la sagesse de tous se promène par les rues.

L'ambition personnelle mène encore à de plus tristes résultats. Tel homme qui, dans la vie privée, est justement recommandable, cède, aiguillonné par l'ambition, à des inspirations tout à fait en dehors de sa nature physiologique. En face du lutin maléfaisant qui sans cesse tourmente, les bons instincts se fatiguent et bientôt s'affaiblissent sous la persistance continuelle du mauvais esprit.

Ces réflexions générales sont applicables en beaucoup de points au citoyen Odilon Barrot. Poursuivi par l'idée fixe d'un ministère à conquérir un jour ou l'autre, son attitude parlementaire reflète toujours la préoccupation de son esprit. Trop faible de caractère pour adopter un principe synthétique, il dépense toute son intelligence à concilier le principe populaire et les intérêts de la fiction constitutionnelle.

Une fiction ! Pour un esprit solide, cela n'est pas admissible. L'écolier parvenu au deuxième livre de géométrie déduit logiquement.

Rechercher la possibilité de conciliation entre moyens politiques inconciliables est la preuve d'une faiblesse de volonté aussi dommageable pour l'individu que pour le corps social. Faute de savoir ou de vouloir prendre sa position vigoureusement dessinée, l'homme arrive à faire douter de son bon sens.

Que signifie, par exemple, la conduite de M. Odilon Barrot, se drapant comme chef de la gauche dynastique et subissant l'une après l'autre toutes les inspirations machiavéliques d'un roué de régence ? De quel œil doit-on voir la charge donnée par madame de Feuchères à M. Odilon Barrot ? Comment arrive-t-il que toute la famille Barrot soit largement pourvue par la royauté citoyenne quand le chef de cette famille affiche l'audace d'une opposition au système ? Comment accorder ces velléités d'opposition avec les faveurs de famille et les réceptions au château ?

Nous aimons mieux, pour notre compte, un ennemi à découvert que ces faux amis à échelle graduée de dévouement pour la ligue ou pour le roi.

M. Odilon Barrot siège à la Chambre depuis vingt ans ; qu'a-t-il produit ? Rien ; pas une idée, pas une amélioration sérieuse, pas un mot d'avenir. Le plus clair de sa vie politique est la doctrine du fait accompli.

Et c'est là un des reproches les plus graves à lui adresser. Qu'est-ce donc que la doctrine du fait accompli, sinon la consécration de toutes les lâchetés, de tous les crimes, de toutes les trahisons exécutés depuis vingt ans ? A quoi donc aboutit cette phraseologie narquoise ? à éteindre tout noble penchant, à étouffer toute inspiration généreuse. C'est l'école apprenant à courber l'homme sous le despotisme le plus immonde, ce despotisme dûl-il aboutir au vol de la caisse d'épargne.

La doctrine du fait accompli est profondément immorale. Nous avons trop d'estime pour M. Odilon Barrot, même en le combattant, pour le charger un seul instant de complicité avec la royauté déchue ; mais ébloui par le mirage d'un portefeuille qu'il ne devait jamais avoir, tiraillé en sens divers par son amour dynastique et son besoin de popularité, M. Barrot est arrivé, avec d'honnêtes inspirations, à faire à la France plus de mal qu'aucun des hommes politiques de notre temps. Voici pourquoi.

On s'était habitué à croire à l'honnêteté privée de M. Barrot. C'était justice. Or, dans les tiraillements auxquels ce député dynastique était jeté, sa parole avait de l'autorité pour les gens honnêtes, parce qu'on le savait honnête lui-même. Mais par contre, les méprisables roués qui se servaient de lui comme d'un jouet tiraient parti de la position qu'il avait prise et ne manquaient jamais de la retourner contre la France.

Nous sommes sévères, sans doute ; mais que M. Barrot veuille bien se rappeler nos opinions quand nous siégeons ensemble chez le général Lafayette. Aujourd'hui, comme alors, nous répétons ces paroles de Cicéron :

« Sit denique scriptum in frontem unius cujusque civis quid de republica sentiat. »

C'est ici la meilleure preuve d'estime que nous puissions donner au caractère privé de M. Odilon Barrot.

J. CAHAIGNE.

LE CITOYEN LACORDAIRE.

Nous nous proposons de discuter la candidature du citoyen Lacordaire, lorsqu'un prêtre est venu nous remettre l'article suivant :

« La République est forte. Le choix des députés à la Constituante n'en doit pas moins être prudent et juste.

« Le R. P. Lacordaire, par l'ascendant qu'il exerce

sur la jeunesse, plus avide d'émotion que disposée à se replier sur elle-même pour apprécier une parole, possède des chances d'être nommé représentant du peuple. Mais ce choix aurait-il les conditions voulues, et les hommes sérieux de toutes les classes doivent-ils le patroner ?

« Il est vrai que le R. P. Lacordaire est le plus pittoresque, le plus dramatique, le plus tragique orateur du clergé. Mais ce n'est pas assez pour les grandes fonctions de représentant du peuple, surtout à une époque de transformation si profonde et si solennelle. Pour qu'un prêtre, à raison même de sa réputation, ne soit pas plus nuisible qu'utile à l'Assemblée nationale, il faut qu'il soit instruit et organisateur, surtout tolérant, miséricordieux et fraternel. Or, le R. P. Lacordaire l'est-il ? Ces libéraux et ces socialistes aujourd'hui la lumière, le sel et l'esprit de notre République, recevaient naguère du R. P. Lacordaire la flétrissure de l'ironie, du mépris et de l'opprobre. Selon lui et son intime ami M. de Montalembert et leurs affiliés, ils n'étaient qu'une fraction cachée des brigands du radicalisme suisse. Le R. P. Lacordaire a fait un brillant éloge du libéral O'Connell ! Oui, eh bien ! qu'est-ce à dire ? Le P. Lacordaire s'expliquera lui-même. Il glorifie et veut la liberté pour les catholiques ; pour tous les autres, oppression des consciences, déshonneur, inquisition. Vous allez le voir. Aujourd'hui, en plein dix-neuvième siècle, on ne peut plus faire rôler les hérétiques, les rationalistes et les mahométans. Ce serait trop fort. Eh bien ! à Notre-Dame de Paris, du haut de la chaire de vérité et d'amour, le R. P. Lacordaire leur jette au front les stigmates de l'opprobre. Au tome deuxième de ses conférences, année 1844, pages 28, 29, 50 et 51, pages 57, 72, 105, 128 et 178, le révérend père affirme que le catholicisme possède seul l'humilité, la chasteté, la charité, à l'exclusion du protestantisme, du rationalisme et du mahométisme, et il prétend donner des preuves historiques de cette assertion. Qu'est-ce donc à dire ? C'est tout clair : leurs adhérents sont des troupeaux d'orgueilleux, de voluptueux épicuriens, d'égoïstes. C'est bien l'inquisition aussi loin qu'elle peut aller aujourd'hui. Sous le despotisme Louis XIV, à l'époque des dragonnades, Bossuet essayait cependant de réconcilier les protestants et les catholiques par l'estime et des concessions réciproques. Il faisait de l'union. C'est l'esprit du Christ. Oui, le Christ a interdit à ses apôtres tout moyen de propagande autre que l'amour et la persuasion. Entre mille exemples, qu'un seul suffise, tant il est probant. Aux apôtres qui, chassés d'une ville où leur parole n'a pas été écoutée, veulent que le Christ détruise par le feu du ciel cette ville rebelle, le Christ répond : « Je ne suis pas venu pour perdre, mais pour sauver. » Par cette réponse sont condamnées toute oppression des âmes et des corps, toute inquisition morale ou physique, au nom de la religion. Eh bien ! le R. P. Lacordaire, lui, dans le siècle de la fraternité et de l'union, il ravive les questions de discorde : il flétrit dans l'assemblée des fidèles tous ceux qui entendent autrement que lui la vertu et le christianisme ; il va aussi loin que possible dans les saintes voies de l'inquisition. Il est un vrai fils de saint Dominique. Eh bien ! non, non ; il ne nous faut pas une parole qui divise, mais une parole qui réunisse tous les cultes et toutes les opinions dans une harmonieuse fraternité.

« Et puis, il ne nous faut pas une république à l'instar de celles d'Athènes, de Sparte, de Rome, voir même de 95. Assez longtemps le sang des peuples a coulé en vain et leurs droits ont été oubliés. Il nous faut une république socialiste, c'est-à-dire une société où les droits et les intérêts de tous soient vraiment représentés et satisfaits. Or, le révérend père Lacordaire méprise, abhorre le socialisme et ne voit rien au-dessus des anciens couvents de moines, à la porte desquels les populations ignorantes, paresseuses, abjectes, mais soumises, venaient chercher la soupe, les yeux fermés sur tout le reste. »

A ces assertions nous pouvons ajouter notre propre témoignage. Nous avons entendu de nos propres oreilles le citoyen Lacordaire exprimer le regret qu'il y eût si peu de moines en France : « Avant la Révolution, disait-il, il y en avait quarante mille ; j'espère qu'avant longtemps le nombre des moines s'accroîtra considérablement. » Nous concevons les regrets et les souhaits de l'illustre dominicain. Quand on prêche aussi effrontément des théories aussi barbares que celles de saint Dominique, on doit aspirer ardemment après le retour d'une époque où l'on pouvait les étayer par l'existence d'une multitude innombrable de capucins, de récollets, de dominicains, de jésuites, de mendiants, de franciscains, de frères prêcheurs, de trappistes et de je ne sais combien de catégories de paresseux, de débauchés et d'êtres plus ou moins ignobles que n'avait pas manqué de produire l'abâtardissement de la doctrine catholique.

Quarante mille célibataires de plus en France, ô la bonne aubaine ! Tolède n'avait que cinquante monastères. Le P. Lacordaire aidant, Paris en aura bien trois ou quatre mille. Et puis viendront les corporations de jeunes filles, les Visitandines, les Ursulines, toutes filles qui s'entendaient admirablement à observer cette charité tant aimée du grand dominicain, cette adorable humilité, ces passions si subtilement mystiques qui recommandent à la postérité les Chantal, les Guyon et saint François de Sales.

Pater mysticus, pater seraphicus, pater extaticus peu-

pleraient les grottes des vallées et les cimes des monts. Passer son temps à prier Dieu, cela vaut bien mieux que labourer la terre et donner des enfants à la patrie, on n'en a jamais douté. Et puis la moralité de tous n'y gagnera-t-elle pas beaucoup ? Pour vous en assurer, lisez les contes de La Fontaine et les admirables et *pastorales romans* de François Rabelais.

Evidemment la révolution de 1848 n'a d'autre but que la réhabilitation du régime monastique, et si les constituants ne se hâtent de le mettre à l'ordre du jour, le R. P. Lacordaire, qui est le comble de l'humilité (il a fait deux conférences sur ce sujet), leur décochera la très-gracieuse appellation de *teigneux*, qu'il emploie volontiers dans ses livres à l'usage des séminaires, et nul doute que la France et le monde ne succombent sous le poids de l'anathème. Alors il faudra bien se mettre à lire les conférences de N.-D. et en adopter toutes les conclusions, quoi que puisse dire notre correspondant.

En attendant, le citoyen Lacordaire se fait porter en triomphe dans les rues du quartier latin par la jeunesse de Saint-Vincent-de-Paul : nouvelle preuve irréfutable de son humilité. Il met un paletot par-dessus sa robe blanche (symbole de candeur et d'innocence), et aux applaudissements des néo-catholiques, invincible armée de la foi qu'il embrase de son ardeur dominicaine, ce messager du bon Dieu s'avance baissant modestement la tête et souriant benoîtement à ses pensées : nouvelle mais non dernière preuve de son humilité. *Hosannah filio David !* Par les dieux immortels ! Comment se peut-il que le citoyen Portets, le P. Humphry et tout le club républicain pour la liberté des élections, Chaumont, Liadières en tête, ne se soit pas joint au cortège ? Où étiez-vous, doux Montalembert ? quel sonderbund vous possédait en ce moment suprême ? Et toi, Auguste Nettement, beau lis d'amour du drapeau de France, si mollement caressé par l'haleine qui souffle de Goritz et de Venise ? Et vous, ex-gardes municipaux connus des hôtels du noble faubourg, et vous piliers de barrières, forcés libérés, repris de justice, vous tous serviteurs du droit divin, vous manquez à cette fête. Dieu eût-il donc tremblé devant vos moustaches ?

La Mode trouve très-mauvais que l'on chante la *Mar-seillaise* ; elle ne conçoit pas qu'on puisse avoir de l'enthousiasme et qu'on l'exprime par la plus admirable musique qui ait jamais été composée. Sans doute il vaudrait beaucoup mieux chanter : *God save the king* et faire des neuvaines pour obtenir du ciel la grossesse de la reine (on sait quel personnage *La Mode* entend par ce mot). Malheureusement on a bien d'autres affaires, à l'heure qu'il est. *La Mode* n'aperçoit nulle part signe de guerre. Qu'est-ce donc que les préparatifs de Nicolas ? Est-ce pour faire un camp de manœuvres qu'il appelle ses 800,000 sbires ? Où diable, poursuit la revue légitimiste, où diable voyez-vous les *farouches soldats* ? En effet, il est reconnu que Radetzki n'a pas commis la moindre atrocité en Lombardie. Les Autrichiens n'ont sabré qu'à quelques femmes, mutilé que quelques vieillards, réduit en cendres que quelques barbares. *La Mode* dit : « C'est le cadet de mes soucis ; » mais elle *rirait* bien si les bandits soldés par ses amis en faisaient autant à Paris pour le plus grand honneur de l'immaculé drapeau blanc. On échauffe les populations, poursuit-elle. Quel malheur ! A quoi bon cette manifestation du 17 mars ? Ne valait-il pas mieux laisser escamoter la révolution par les carlo-philippistes ? *Il n'y a pas d'aristocrates*. Prouvez-le donc, vous la première, et tâchez de vous faire imiter par MM. Liadières, d'Anthonard, d'Estissac, Portets, Viennet, etc.

Vous nous accusez ensuite de n'avoir pas une seule idée originale, pas une invention, rien que des souvenirs. En ce cas, que ne venez-vous à notre secours ? Mais croyez-vous que le droit divin soit une idée nouvelle ? Vous ne croyez pas aux changements que nous voulons opérer ; mais qui vous demande votre opinion ?

Aux commissaires généraux et commissaires de départements.

ÉLECTIONS.

Un journal, *l'Echo du Midi*, appelle l'attention des fonctionnaires du Gouvernement provisoire sur la propension qu'ils ont à se porter candidats pour l'Assemblée nationale dans les départements où ils exercent leurs fonctions. Pesant de tout leur crédit, de tout le pouvoir qui leur est délégué dans la balance électorale, ils faussent un principe que nous saurons faire respecter, l'égalité ; principe sacré pour tous. Et ce sont de rares exceptions qui peuvent non pas le faire oublier ni le faire fléchir, mais bien le consacrer, quand la population, les électeurs portent spontanément les nouveaux fonctionnaires. C'est en ces termes que *l'Echo du Midi*, de Montpellier, apprécie ces candidatures :

« L'opposition tout entière réclamait sous Louis-Philippe l'extension du principe d'incompatibilité entre les fonctions publiques et les fonctions législatives. Les conservateurs refusèrent d'accorder l'extension de ce principe, mais ils ne songèrent jamais à le nier.

« Ainsi un préfet ne pouvait pas être député.

« Un procureur général ne pouvait être nommé

dans le ressort de la cour royale où il exerçait ses fonctions.

« Que voyons-nous aujourd'hui? Les procureurs généraux, les commissaires du gouvernement, ordinaires et extraordinaires, se présentent aux élections dans les départements qu'ils dirigent, et ils offrent leur candidature à leurs administrés.

« Nous regrettons de ne pas voir suivre par les procureurs généraux et par les commissaires actuels l'exemple qui leur avait été donné par leurs prédécesseurs. Ils avaient respecté le principe d'incompatibilité, tout en refusant de l'étendre. Nos fonctionnaires de 1848, après une révolution populaire, suppriment le principe même d'incompatibilité.

« C'est là une singulière logique. »

On écrit de Tarbes :

« Le comité électoral de Castelnau-Magnoac et une foule de citoyens de ce canton nous prie d'annoncer dans notre journal la candidature des citoyens :

« Armand Marrast, maire de Paris.

« Recurt, médecin, adjoint au maire de Paris.

« De son côté, le citoyen François Ducuing, rédacteur du *Courrier français*, nous prie d'annoncer aussi sa candidature. »

(*L'Union républicaine.*)

A TOUS LES TRAVAILLEURS.

Frères,

Le jour va bientôt se lever où l'Assemblée nationale doit remplacer le Gouvernement né des barricades de février. L'urne électorale va donner les noms de vos nouveaux mandataires, et des premiers jours de cette assemblée unique dans l'histoire des peuples dépendent les destinées du monde.

Frères, rappelons-nous surtout que les aristocraties que nous avons vaincues ne se dessaisiront pas volontiers du pouvoir que leur avait donné notre trop grande confiance, qu'elles travailleront sourdement à nous désunir et ne reculeront devant aucun artifice pour soustraire nos votes en faveur de leurs candidats. Défions-nous donc de tous ces gens à belles paroles. Il ne suffit pas aujourd'hui d'un beau discours pour capter notre confiance; il ne suffit pas de dire : « Je ferai faire tel ou tel chemin dans le département, je défendrai l'honneur du pays, j'ai les sentiments d'un bon Français. » Non ! Il nous faut aujourd'hui des hommes éprouvés, aux cœurs purement démocrates.

Or, pour les avoir ces cœurs, il faut des hommes nouveaux, car s'il venait à sortir de l'urne quelques-uns des satisfaits, ou bien de ces incapacités que l'on nommait l'opposition constitutionnelle, il pourrait arriver que la souveraineté du peuple serait contestée par ces tartufes tricolores qui n'ont pas eu le courage de tenir la promesse qu'ils avaient donnée au pays, et leur présence ferait encore soulever l'océan populaire.

Frères ! souvenez-vous bien que ceux qui pendant 17 ans parurent sur la scène où s'est déroulée cette dégoûtante histoire du règne de Louis-Philippe ne peuvent plus aspirer à la mission sacrée de représentants du peuple.

Comment ! nous verrions s'asseoir sur les bancs de l'Assemblée nationale ces mêmes hommes qui n'ont pas même protesté au nom de la France quand l'ordre régnait à Varsovie, qui acceptaient l'état de siège et qui n'ont pas stigmatisé l'infâme égorgeur du pont d'Arcole ! Quoi ! nous verrions encore ceux qui votèrent les lois de septembre appelés à discuter les droits de notre nouvelle société ! Quoi ! des ex-pairs de France, des hommes qui condamnaient nos frères comme coupables de complicité morale se présentent comme candidats, et nous leur donnerions nos votes ! Oh ! non, non, mille fois non ! Nous ne voulons pas perdre le fruit de notre victoire ; nous ne voulons donc pas leur confier le salut de notre jeune république.

Frères, songeons-y bien : pour faire un bon choix de représentants, regardons autour de nous, dans le sein de nos familles ; voyons cet homme courbé sous le poids des ans ; il a passé toute son existence au travail, toujours aux prises avec la misère, afin de pourvoir aux besoins de ses enfants ; il va mourir de faim. Qu'importe, disait-on, ce n'est qu'un homme du peuple ! Jetons les yeux sur cette pauvre mère : faute de nourriture, l'enfant qu'elle tient dans ses bras suce un lait qui lui donnera la mort !

Et ce, regardons ce malheureux père de famille : le pain qu'il rapporte dans sa chaumière, il l'a demandé, poussé par la misère et le désespoir, et comme à Buzançais il devient justiciable du bourreau !

Il est donc urgent qu'un tel état de choses, qui vient d'être brisé sur les barricades de février, ne puisse se renouveler. Pour cela, nommons donc des hommes du peuple (des ex-prélatiers) pour représentants à l'Assemblée nationale, car le peuple ne peut être représenté que par le peuple.

ADRIEN DELAIRE,
ouvrier ébéniste.

A mes confrères les marchands de boissons.

Le 4 mars, dans une réunion de 4 à 5,000 débitants et délégués, vous m'avez fait l'honneur de me nommer président de notre société.

Dans cette assemblée et dans celle du 10 du même mois, deux fois plus nombreuse, il fut convenu et voté à l'unanimité :

1° Que l'exercice à domicile serait refusé par la raison que les citoyens d'une république démocratique ne devaient rien supporter de vexatoire et d'humiliant ;

2° Que nous payerions provisoirement à la République le même argent qu'à la monarchie, parce que le gouvernement déchu avait pillé toutes nos caisses.

Les soussignés se sont en conséquence mis de suite en rapport avec le ministre des finances et ont obtenu le décret que tous les journaux ont publié hier.

Il est bien entendu que ce décret ne sera exécutoire que jusqu'à la loi que fera l'Assemblée nationale ; il faut que l'impôt sur les vins soit proportionnel. Il faut que les objets de première nécessité consommés par les ouvriers ne payent que proportionnellement à leur valeur.

Il faut que les objets de luxe, qui jusqu'à présent ne

payent rien, soient imposés.

Il faut enfin que toutes les lois sur les impôts soient changées : ce sont des lois faites par les riches contre les pauvres.

Frères et amis, pour arriver à ce but chrétien et d'égalité et de fraternité, il faut que nous nommions pour nos députés des hommes démocrates, simples et vertueux.

Prenez garde à ceux qui ont obtenu des charges, des honneurs et une immense fortune sous la monarchie ; ils vous feront de beaux serments, ils apporteront à l'Assemblée nationale leurs idées modifiées, leur langage brillant, leurs mœurs, leurs habitudes, et malgré eux, malgré nous, ils feront des lois aristocratiques et nous forceront encore, nous démocrates, de dire hors de l'Assemblée nationale ce que nous avons dit au mois de février.

Dites donc à tous les ouvriers, nos amis, nos frères, de prendre leur carte d'électeur, de chercher leurs députés parmi les travailleurs, parmi les hommes simples à jugement droit, au cœur bon, et nous réussirons à faire de notre belle France l'asile de la vertu et du bonheur.

Notre société n'est pas dissoute ; elle sera au contraire très-active jusqu'à ce que les impôts soient établis par l'Assemblée nationale.

Il est facile de voir par l'art. 8 de l'ordonnance qui vient de paraître que nous devons veiller sans cesse.

Nous réclamerons pour que la circulation soit sans entraves, et si la moindre vexation vous était faite, veuillez nous en faire part, et prompt justice vous sera donnée : le ministre nous l'a promis.

Respect aux propriétés, à la famille, aux religions.

Salut et fraternité,

Félix Lebreton, président ; Devauchel, Hamelin, vice-présidents ; Collas, Dénoyez, Aury, Couverchel, membres du bureau.

Nous prions tous nos frères de se rendre le mercredi 13 du courant, à dix heures du matin, à Belleville, salon des Folies, à l'effet d'expliquer la nouvelle ordonnance et d'entendre les explications que donnera l'ancien comité. Nous prions aussi les membres de l'ancien comité de ne pas manquer à notre réunion générale.

La commune de Méreville avait l'inappréciable avantage de posséder un maire ultra conservateur. La brutale révolution s'est empressée de le destituer. Aussi le pauvre échevin est-il loin d'être satisfait, à preuve qu'il a rédigé une protestation contre la mesure prise à son égard par le commissaire de la République, protestation pour laquelle il demande les signatures des citoyens de Méreville.

C'est là, il faut en convenir, une singulière outrecuidance. Quand on a un passé comme celui de l'ex-maire de Méreville, on devrait imiter le rat retiré du monde. Nous faut-il donc rappeler à cet homme-là qu'il a laissé en proie à la misère et à la prison des ouvriers qui avaient travaillé pour la commune et qui n'avaient pas été payés ? Après avoir ainsi violé les plus saintes lois de l'humanité, n'a-t-il pas fait acte d'opposition à la République en s'abstenant d'assister au service funèbre des morts de février ?

Et c'est pour cette conduite immorale et anti-patriotique que le maire de Méreville prétend se faire décerner un brevet d'estime par ses concitoyens ?

Nous recevons la lettre suivante :

« Citoyen,

Vous avez donné place dans les colonnes de la *Commune de Paris* à une pièce plus ou moins authentique, qui renferme contre moi les allégations les plus mensongères, les plus outrageantes, et n'allant à rien moins qu'à flétrir en passant toute ma vie politique et privée.

« Après l'attaque, le tour de la défense.

« En attendant l'histoire complète que je prépare des luttes et des prisons républicaines depuis 1830, permettez-moi de protester de toute l'énergie de mon âme contre ces odieuses allégations, produit bizarre de la haine jointe à l'ignorance la plus entière de mes faits et gestes.

« Il est faux que j'aie jamais subi l'impulsion de personne dans le développement de mes convictions et de mes actions politiques, et encore moins que de tout autre, celle d'un M. Deschapelle.

« Il est faux surtout que j'aie jamais mangé les dîners de cet homme, ou joué auprès de lui, ni de qui que ce soit, le rôle d'obligé, de flatteur ou de pique-assiette.

« Je laisse la responsabilité d'un tel rôle à ceux qui, lâcheté aidant, ont eu le triste courage de mettre à contribution, sous une forme quelconque, leurs amis politiques et privés.

« Il est faux que ma vie privée n'ait pas toujours été à l'abri de tout reproche au point de la morale.

« Il est faux enfin qu'en m'occupant d'affaires contentieuses, et plus tard d'affaires commerciales, j'aie jamais donné droit de m'insulter d'épithètes analogues à celles dont m'honore l'auteur de la pièce en question.

« Je mets enfin au défi mon calomniateur anonyme d'appuyer ses injures, devenues diffamatoires, d'aucun fait que ce soit, dont la discussion éclairée et impartiale d'un jury démocratique ne fasse bonne et prompt justice.

« J'ajouterais qu'après avoir subi, avec quelque dignité, huit ou neuf ans de prison, en représailles de mes attaques incessantes contre le gouvernement et la personne de Louis-Philippe, au faite de leur puissance, et m'être contenté de saluer de mes acclamations désintéressées le triomphe de la cause à laquelle j'ai, toute ma vie, consacré le dévouement le plus absolu, je dois peut-être m'attendre à ce que l'on accueille avec faveur ma protestation contre une pièce abominable, dénuée de tout caractère de vraisemblance à mon égard pour qui me connaît depuis vingt ans.

Agréez, etc.

STANISLAS VILCOQ,
39, rue du Faubourg-Saint-Martin.

On nous prie d'annoncer la distinction à faire à propos d'une note insérée dans la *Commune de Paris*, concernant le citoyen Eugène L'Héritier, aujourd'hui

candidat à l'Assemblée nationale.

Et le citoyen L'Héritier (de l'Ain), homme de lettres, resté fidèle à son vieux drapeau.

Nous faisons cette insertion avec d'autant plus de plaisir que L'Héritier (de l'Ain) n'a jamais fléchi. Il est aussi porté comme candidat pour l'Assemblée nationale, et nous serions heureux de le voir y entrer.

ÉLECTIONS DE LA GARDE NATIONALE.

Grade de colonel.

Au moment de mettre sous presse, nous connaissons les élections suivantes :

1^{re} légion, M. de Tracy.

3^e légion, M. Thirion.

4^e légion, M. Ramond de La Croisette.

5^e légion, M. Favrel.

6^e légion, M. Lagrange.

7^e légion, M. Dauphin.

8^e légion, M. Bourdon.

9^e légion, M. Yautiez.

13^e légion (cavalerie), M. Trélat.

Dans la 2^e légion, on doit procéder à un second tour de scrutin entre MM. Delaage et Clément Thomas.

Les deux candidats qui, dans la 11^e légion, ont obtenu le plus de voix au premier tour de scrutin, sont MM. Quinet et Boulay (de la Meurthe). On doit procéder à un second tour de scrutin.

On nous adresse la note suivante :

« Dans une réunion préparatoire qui a eu lieu il y a environ trois semaines, pour s'entendre sur les candidats aux différents grades dans la 3^e compagnie, 3^e bataillon, 5^e légion, le citoyen Longepied, dont les antécédents et les faits politiques sont connus, qui a pris une part remarquable dans les événements des 23 et 24 février dernier, avait été désigné par acclamation pour le grade de capitaine en premier.

« Deux réunions viennent d'avoir lieu successivement dans la même compagnie, et on a omis d'y appeler le citoyen Longepied ; on a répandu le bruit qu'il était en voyage, on a même été jusqu'à calomnier ses principes politiques.

« Nous pouvons affirmer que le citoyen Longepied n'est point en voyage, que ses principes franchement républicains n'ont jamais varié.

« Si on a voulu par ces petits moyens faire échouer sa candidature, les ouvriers qu'on avait écartés aussi de convoquer sont fermement décidés à donner leurs suffrages à cet honorable citoyen. »

ERRATUM.

On a imprimé par erreur la signature Adrien Delaure au lieu de Adrien Delaire, signataire de la lettre adressée aux ouvriers et insérée dans notre numéro d'hier.

Actes officiels.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances ;

Vu le décret du 21 mars dernier et les arrêtés des 21 et 26 du même mois, relatifs aux facilités accordées aux négociants qui voudront déposer leurs marchandises dans les magasins agréés par l'Etat contre des récépissés transmissibles par voie d'endosseur ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Les magasins de l'entrepôt des vins et liquides de Paris pourront recevoir les marchandises déposées en exécution du décret et des arrêtés précités.

Art. 2. Le délégué du ministre des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera déposé au secrétariat général pour être notifié à qui de droit.

Paris, le 4 avril 1848.

Pour le ministre :

Le délégué,
H. D'ARTIGUES.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire :

Décrète,

Le citoyen F. Arago, membre du Gouvernement provisoire, est nommé ministre de la guerre.

Le lieutenant-colonel Charras est nommé sous-secrétaire d'Etat au ministère de la guerre.

Le citoyen Arago remplira par intérim les fonctions de ministre de la marine.

Fait à Paris en conseil de Gouvernement, le 5 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

DÉCRET.

Le Gouvernement provisoire, Considérant que l'impôt doit naturellement peser sur ceux qui sont en état de le payer ;

Considérant que ce principe a été proclamé dans les instructions adressées aux agents financiers et aux commissaires du Gouvernement, au moment même où la contribution extraordinaire des 45 centimes, principalement destinée à fournir des moyens de crédit à l'agriculture, à l'industrie et au commerce, a été décrétée ;

Attendant que ces instructions paraissent n'avoir pas été suffisamment répandues ou comprises ;

Attendant qu'il est nécessaire de leur donner une publicité aussi étendue que possible ;

Voulant donner à cette publicité la consécration la plus solennelle ;

Décrète :

Art. 1^{er}. Les contribuables qui seraient hors d'état de supporter la contribution extraordinaire de 45 centimes, décrétée par le Gouvernement provisoire le 16 mars dernier, en seront dégrévés dans une équitable

mesure

A cet

de plus

états de

bles à q

et des in

de faire

tributio

Art. 2

contrib

mois de

le comm

que les

seoir à

Art. 3

à titre c

ses et m

distinct

extraor

Art. 4

cution

Fait à

1848.

Le cl

dans le

Les r

tisation

CLUB C

Bazar B

les m

Princip

Liber

que dar

devoirs

sentiels

D'voi

chacun

Orgar

dustrie,

Dotat

premier

vail.

Const

partitio

lue du 1

de la fa

de teste

Liber

berté d

sociale.

Liber

Nouvel

Un s

dent de

d'un co

tie au c

Un se

nationa

En se

trature

Un gr

nente d

electifs

industr

Convi

tatif, ap

tional.

La ré

lution

Nous

ment p

volution

politiqu

Dans

France

férence

grandes

les véri

la frater

cit et c

ciées de

l'égalité

ne sont

Qu'es

moyen

de fami

de la vi

leurs o

qui cac

l'exploit

Qu'es

pas à eff

en deux

les oppi

res : les

vaillieur

taires q

vre, et l

mal viv

qu'est-c

inégalité

La fro

maintie

dans l'é

devant

flit anai

cet anta

currenc

Aussi

de ce q

pes ess

mesure.
A cet effet, le maire, assisté du percepteur et d'un ou de plusieurs répartiteurs, dressera, dans la forme des états des cotes irrécouvrables, un état des contribuables à qui, en tenant un juste compte de leur position et des impérieuses nécessités du Trésor, il y aurait lieu de faire remise d'une partie ou de la totalité de la contribution extraordinaire.

Art. 2. Cet état sera communiqué au contrôleur des contributions directes, qui donnera son avis dans le mois de la réception. Le directeur fera son rapport et le commissaire du Gouvernement statuera. Jusqu'à ce que les décisions aient été rendues, le percepteur surseoir à toute poursuite.

Art. 3. Les dégrèvements qui seront prononcés, soit à titre de décharges et réductions, soit à titre de remises et modérations, donneront lieu à des ordonnances distinctes dont le montant sera imputé sur un crédit extraordinaire qui sera ouvert à cet effet.

Art. 4. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, en conseil de Gouvernement, le 5 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

Compte rendu des Clubs.

Le club de la Révolution tiendra sa séance jeudi, dans le local du Palais-National.

Les membres du club qui n'auraient pas versé la cotisation du mois sont invités à le faire à cette séance.

CLUB CENTRAL DE L'ORGANISATION DU TRAVAIL.

Bazar Bonne-Nouvelle, salle des Spectacles-Concerts, les mardi, jeudi et samedi, à huit heures du soir.

Principes généraux de la constitution politique et sociale.

Liberté, Égalité, Fraternité, dans l'atelier aussi bien que dans l'Etat et la cité. Règlement des droits et des devoirs des travailleurs d'après ces trois principes essentiels du dogme républicain.

Dévouement et solidarité de tous pour chacun, de chacun pour tous.

Organisation républicaine de tous les travaux d'industrie, sciences, lettres et arts, agriculture.

Dotation des travailleurs, au moyen d'un crédit de premier établissement garanti par un contrat de travail.

Constitution républicaine de la propriété et de la répartition des fruits du travail, sous la condition absolue du respect de la propriété individuelle et des droits de la famille, du maintien de l'héritage et de la liberté de tester.

Liberté de la pensée, de la presse et de la parole, liberté du travail, mises à la portée de tous par la loi sociale.

Liberté religieuse ; — liberté d'association.

Nouvelles institutions de la République française, conséquences de la révolution de 1848.

Un seul pouvoir exécutif et administratif, le Président de la République et le conseil exécutif, assisté d'un conseil d'Etat, partie au choix de l'exécutif, partie au choix de l'Assemblée nationale.

Un seul pouvoir délibératif et législatif, l'Assemblée nationale.

Un seul pouvoir judiciaire, le jury, avec une magistrature inamovible appliquant la loi.

Un grand conseil consultatif, la commission permanente du travail national, composée des représentants électifs de toutes les branches du travail intellectuel et industriel.

Mesure d'urgence.

Convocation immédiate de ce grand conseil consultatif, appelé à former les états-généraux du travail national.

DÉCLARATION :

Citoyens,

La révolution de 1848 n'est pas seulement une révolution politique : c'est une révolution sociale.

Nous nous sommes réunis pour aider le Gouvernement provisoire de la République dans son œuvre révolutionnaire et constituante, sous ce double rapport politique et social.

Dans l'œuvre révolutionnaire et constituante de la France républicaine, notre attention se porte de préférence sur les questions sociales, parce que les plus grandes difficultés se trouvent de ce côté, parce que les véritables conditions de la *liberté*, de l'*égalité*, de la *fraternité* dans la famille, dans la commune, dans la cité et dans l'Etat, sont à peu près connues et appréciées de tous, tandis que les conditions de la *liberté*, de l'*égalité* et de la *fraternité* dans l'ATELIER et aux CHAMPS ne sont ni connues ni appréciées au même degré.

Qu'est-ce que la *liberté politique*, si elle n'est pas le moyen d'assurer à tous les citoyens, à tous les pères de famille le libre développement de l'intelligence et de la vie morale, le bien-être, la libre disposition de leurs outils et instruments de travail? Un vain mot qui cache de bien dures réalités : le despotisme et l'exploitation.

Qu'est-ce que l'*égalité politique* si elle ne conduit pas à effacer, dans la société humaine, cette division en deux classes, cette scission légale, mère de toutes les oppressions, de tous les vices, de toutes les misères : les riches et les pauvres, les capitalistes et les travailleurs, les pourvus et les dénués, les oisifs volontaires qui n'ont pas besoin de travailler pour bien vivre, et les oisifs malgré eux qui n'ont pas le droit de mal vivre, même en demandant à travailler beaucoup; qu'est-ce que l'*égalité politique*, au milieu de toutes ces inégalités sociales et civiles? une illusion.

La *fraternité* n'est elle-même qu'une déception, si elle maintient entre des républicains frères dans la cité et dans l'Etat, entre des chrétiens frères dans l'église et devant Dieu, cet état de collision permanente, ce conflit anarchique de tous les intérêts et de tous les efforts, cet antagonisme fratricide faussement appelé *libre concurrence* des industries.

Aussi longtemps que cette véritable et unique notion de ce qui est le *droit*, aussi longtemps que ces principes essentiels de la société humaine ne sont pas léga-

lement proclamés et décrétés, on conçoit des écoles philosophiques qui les élaborent et cherchent à les formuler, des sectes politiques ou religieuses qui s'efforcent de les pratiquer en s'isolant du monde réel, des sociétés particulières, soit publiques soit secrètes, qui travaillent à les propager. Mais lorsque la *liberté*, l'*égalité* et la *fraternité*, arrivées à leur expression la plus complète et pénétrant jusqu'aux bases de l'ordre social, s'assimilent à la constitution politique et s'identifient avec elle, le temps des sectes, le temps des écoles et des affiliations particulières est passé. Il n'existe plus, il ne doit plus exister que des citoyens unis sous le même drapeau national, pour le maintien et l'accomplissement du dogme social républicain.

Nous ne sommes donc pas des sectaires, sous quelque dénomination que ce puisse être. Nous sommes des républicains, des citoyens de la République française, une par l'association, indivisible par la solidarité, libre par le suffrage universel, égale par la juste répartition des fruits du travail et des charges publiques, fraternelle par le dévouement de tous pour chacun et de chacun pour tous.

Nous voulons que la nouvelle loi morale, désormais proclamée, soit réalisée le plus promptement possible, et que la *Liberté*, l'*Egalité* et la *Fraternité* deviennent les seules bases des rapports civils et industriels entre les citoyens.

Nous demandons en conséquence et nous travaillons à obtenir :

L'abolition des monopoles individuels et anarchiques déguisés sous le faux nom de *libre concurrence*.

La constitution pleine et entière du régime de l'association pour toutes les branches du travail national.

Le gouvernement électif de l'industrie par elle-même, sous la sanction de la loi et sous le contrôle un et suprême de l'Etat.

La formation de chacune des industries spéciales en corporations libres; les corporations liées entre elles, mutualisées, centralisées à des foyers communs.

A tous les citoyens, hommes et femmes, sous condition de travail : éducation et apprentissage ; — emploi et profession pendant la période active de la vie ; — repos et retraite aux jours de la vieillesse ; — les soins médicaux pour les malades ; — les invalides pour les travailleurs blessés au champ d'honneur de l'industrie ; — désuétude graduelle des institutions de *charité* et de *bienfaisance* devenues inutiles par suite de l'établissement du régime d'association.

Salaires augmentés et proportionnés aux besoins du travailleur, fixés par les stipulations d'un contrat volontaire, et non plus par le *fait* matériel et brutal de l'offre et de la demande, fatalisme tyrannique qui offre d'autant moins que l'on demande davantage.

Mercuriales générales et périodiques du prix des choses, librement délibérées et débattues entre les parties intéressées.

Répartition proportionnelle au travail et au talent, c'est-à-dire à la *quantité* et à la *qualité* du travail ; consécration des droits de l'inventeur.

Intérêt suffisant au CAPITAL, sans participation aux bénéfices ; — tous les capitalistes travailleurs ; tous les travailleurs capitalistes ; — dotation des travailleurs au moyen d'un crédit de premier établissement garanti par un contrat de travail.

Respect de la propriété individuelle, mais de la propriété individuelle légitimée par son emploi social, comme instrument de travail.

Maintien de l'héritage en ligne directe et même collatérale, ainsi que de la liberté de tester ; droits proportionnels sur les biens hérités et sur les legs.

Libération de la propriété foncière et purge générale des hypothèques usuraïres qui couvrent le sol national.

Large colonisation rurale et apport de nouveaux capitaux à l'agriculture ; combinaison des industries manufacturières et des arts et métiers avec les travaux des champs.

Echange direct des produits et des autres valeurs, par la seule entremise d'agents salariés et commissionnés au service de la production ; équilibre de la production et de la consommation par la régularité des commandes ; par conséquent plus de commerce de lucre et de spéculation, plus de hausse et de baisse factices, plus d'agiotage ; par conséquent plus de faillites, plus de fraudes commerciales, plus de charlatanisme mercantile.

Commerce extérieur de terre et de mer, organisé par les Corporations nationales et à leur profit, sous la surveillance des Consuls et Agents commerciaux de la République ;

Assimilation des colonies : Algérie, Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion, Sénégal, etc., aux départements continentaux. Colonisation à nouveau de ces contrées, devenues parties intégrantes du sol français par l'abolition de l'esclavage des noirs et la complète égalité des races ; appel de la République d'Haiti à s'annexer volontairement à la République française.

Réforme de la Banque de France, cette corporation irrégulière de banquiers et d'actionnaires privilégiés, ramenée aux véritables conditions d'une banque d'Etat, d'une BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, administrée par des commissaires du gouvernement et par un conseil électif, à la nomination des divers corps d'industrie, les votes équitablement répartis entre toutes les branches du travail.

Le droit d'émission de billets de circulation exclusivement réservé à l'Etat, par l'intermédiaire de la Banque nationale ; les mêmes billets de circulation pour toute la France ; liquidation et transformation des banques particulières ou locales ; transport des espèces et valeurs réservés à l'administration des postes.

Suppression du change de place à place dans toute l'étendue de la République française ; suppression de l'escompte, des commissions et surcharges, de tous les faux-frais de l'industrie anarchique ; suppression des changeurs et marchands d'or et d'argent ; désuétude graduelle des espèces monnayées.

Abolition de la société en commandite par actions ; nouvelle législation pour la société anonyme.

Réforme, sur la base de l'élection universelle par tous les intéressés, des trois Conseils Généraux des Manufactures, de l'Agriculture et du Commerce ; abolition des conseils supérieurs institués administrativement.

Composition, sur la base d'élection et d'éligibilité

universelles parmi les patentés, de la liste des Notables commerçants, des Chambres de commerce, des Conseils de prud'hommes, des Chambres consultatives des arts et manufactures.

Centralisation et élection régulières des comices agricoles.

Constitution pour l'industrie, les sciences, lettres et arts, d'un grand conseil consultatif, nommé par l'ensemble des travailleurs, destiné à préparer les mesures à soumettre aux pouvoirs législatifs et exécutifs.

Convocation immédiate de ce conseil consultatif, formant les ETATS GÉNÉRAUX DU TRAVAIL NATIONAL.

Abolition des douanes, par des combinaisons financières et économiques, protectrices du travail national.

Proportionnalité de l'impôt, substitution de l'abonnement des Corporations républicaines à la taxe personnelle, suppression des octrois.

Reprise des canaux et des chemins de fer par l'Etat sur une base équitable de rachat.

Constitution d'une administration générale et unitaire des assurances.

Remboursement de la dette nationale par les contributions volontaires des corporations républicaines une fois organisées, afin de soustraire le crédit de l'Etat aux entreprises usuraïres des traitants, aux fluctuations arbitraires de l'agiotage et de la Bourse (1).

Emploi de l'armée aux grands travaux d'art, de science et d'industrie, maintien de l'effectif actuel, même pendant la paix.

Réforme administrative, en combinant le principe de l'élection avec les droits de l'ancienneté et les conditions de capacité justifiées par le concours.

Publicité la plus étendue et la plus complète possible de tous les documents administratifs ;

Budget du travail national, créé à côté du budget de l'administration nationale : celui-ci réduit considérablement et alimenté par l'impôt direct et proportionnel ; celui-là constitué sur les bases les plus larges, alimenté par les cotisations volontaires des Corporations républicaines, par la participation du syndicat général des industries aux bénéfices de chacune des branches spéciales du travail.

Justice gratuite, conséquence et seule réalisation pratique de l'égalité devant la loi ; abolition de la vénalité des offices judiciaires et autres.

Suppression immédiate de tous les privilèges, de tous les abus de l'individualisme, avec compensation aux intérêts particuliers ramenés à l'association.

Pas de spoliation, pas d'expropriation sans indemnité préalable expertisée par un jury. La République doit être juste et généreuse. L'association de tous ses enfants lui en fournira les moyens.

Partout la libre initiative des citoyens, la puissance collective de l'association ; partout la sanction de l'élection : partout le contrôle, la surveillance, la censure du libre examen des intéressés !

Citoyens, voilà le but de nos efforts ; voilà pourquoi nous appelons notre association : Club Central de l'Organisation du travail.

Le Gouvernement provisoire de la République a institué une commission permanente des travailleurs, siégeant au Luxembourg. Cette commission est l'instrument destiné à préparer la mise en œuvre de toutes les mesures qui se rapportent à l'organisation du travail. C'est elle qui va devenir ce grand pouvoir consultatif dont nous appelons la création. C'est elle qui convoquera les états généraux du travail national.

Citoyens, donnons notre concours à la commission permanente des travailleurs.

Citoyens, venez à nous ; venez discuter et agir avec nous ; travaillons à ce noble but, digne des jours de gloire et de miracle qui sont enfin arrivés !

Nos vœux peuvent paraître ambitieux et même exagérés. Et pourtant, aux yeux des personnes qui connaissent la puissance et les ressources de l'association, ce ne sont pas même des vœux que nous formons. Nous ne faisons qu'énoncer, par anticipation, les résultats prévus et positivement calculés de l'établissement du régime de l'association, du régime de la *liberté*, de l'*égalité* et de la *fraternité*, selon le dogme nouveau de la République française ! Vive la République !

Le président du bureau provisoire du Club central de l'Organisation du Travail,
JULES LECHEVALIER *.

* Dans sa séance du 2 avril, le Club central de l'Organisation du Travail a voté, à l'unanimité, l'impression du programme ci-dessus comme base de ses discussions.

SOCIÉTÉ DES DROITS DE L'HOMME.

Séance du 5 avril 1848. — Lecture et adoption du procès-verbal. — Le citoyen Villain, président, présente le citoyen Lebon comme candidat à l'Assemblée nationale pour y représenter la société des Droits de l'homme.

Le citoyen Lebon prononce les paroles suivantes : « Enfant de la société des Droits de l'homme, depuis vingt ans je suis accoutumé à lui obéir. Dans quelque poste qu'elle me place, quelque mandat qu'elle me donne, à la Convention, au club, dans la rue, je saurai faire mon devoir. — A la société des Droits de l'homme j'ai voué toute ma vie.

« Déjà plusieurs fois j'ai eu l'occasion d'exprimer ici ma pensée sur les candidats qui se sont présentés. Plusieurs fois je vous ai dit qu'il me paraissait peu convenable, peu digne de voir des gens inconnus réclamer un tel honneur. J'ai toujours pensé que les sociétés devaient elles-mêmes porter comme candidats des hommes qu'elles connussent parfaitement. Peut-on

(1) 10 centimes par jour, pendant quinze ans, sur 14 millions de journées de travail, donnant 7 milliards 663 millions de francs, somme à peu près équivalente au chiffre total de la dette publique. — Dans le régime d'association, la moyenne du salaire est d'environ 2 francs 50 centimes par journée de travail, ce qui rend à peine sensible la retenue de 10 centimes affectée au remboursement de la dette nationale. Nous avons pris pour base de notre calcul 14 millions de journées de travail sur 54 millions d'habitants, chiffre évidemment très-moderé.

se fier à tous ces discours, à toutes ces professions de foi dont nous sommes inondés. A mon sens, les discours ne prouvent rien, absolument rien; ce qui a vraiment quelque signification, c'est le caractère, non pas que je veuille déprécier le talent, non sans doute; mais je ne crois pas que pour vous représenter ce soit la condition principale. Délégez-vous des discours pompeux de certains hommes, ne vous laissez point entraîner par le flot de leur éloquence, et quand votre émotion sera calmée, quand l'influence d'une parole habile sera dissipée, demandez-vous quels sont ces hommes. Fouillez leur vie tout entière; c'est ainsi seulement qu'on peut faire de bons choix.

« Mais puisqu'on a bien voulu penser à moi, j'accepte, j'accepte avec joie, car j'ai la conscience de pouvoir être à la chambre de quelque utilité. Je viens de vous signaler le danger de l'éloquence; je ne chercherai pas moi-même à faire de belles phrases: je vous l'ai dit, cela me paraîtrait peu convenable; mais vous me permettrez d'entrer dans quelques explications nécessaires.

« Deux natures de considérations doivent influencer les citoyens dans le choix des hommes qui les représenteront: les idées et les principes, les caractères et les actes. Je commencerai par vous soumettre mes idées, je les formulerai brièvement. Nous avons désiré la République, nous avons combattu vingt ans pour elle; nous nous étions mis à son service alors qu'il y avait peu d'espoir de l'obtenir; elle a triomphé maintenant, et nous sommes encore aujourd'hui prêts à lui faire le sacrifice de tout notre sang. Pourquoi, direz-vous, cette dévotion, ce fanatisme, pour la forme républicaine? C'est que nous voulons un ordre politique, un gouvernement fondé sur la science, sur la science historique, sur la science économique.

« Voyez ce qui se passe depuis quelques centaines d'années en Europe, en France surtout; les révolutions succèdent aux révolutions, chacune d'elles fait naître une nouvelle forme de gouvernement: on le proclame, on verse des flots de sang pour le maintenir jusqu'à ce qu'une nouvelle révolution fasse triompher un ordre nouveau. Pourquoi tous ces changements, toutes ces guerres désastreuses? C'est qu'aucune de ces formes gouvernementales n'était conforme à la vérité. L'humanité est, à notre sens, en état de progrès continu. C'est le progrès qui règle tout, la vérité est là. Tout état de choses qui posera des bornes à l'esprit humain doit nécessairement succomber; monarchies absolues, monarchies constitutionnelles, aristocraties, etc., ont été brisées par les révolutions. Nous, nous avons adopté la forme républicaine parce qu'elle résume tout entière les tendances de l'humanité; c'est la formule qui se prête de jour en jour à tous les besoins, à toutes les pensées, à tous les progrès; formule élastique, pour ainsi dire, qui peut s'élargir, qui peut s'étendre sans jamais blesser personne; la seule, en un mot, qui nous délivre des désastres qui accompagnent toujours les révolutions. Voilà pourquoi nous sommes républicains. Je vous demande pardon, citoyens, de ce qu'il peut y avoir d'abstrait dans les idées que je viens d'émettre, mais je veux que vous me jugiez en parfaite connaissance de cause: je ne veux point enlever vos suffrages.

« La constitution de l'ordre social peut se résumer par une idée, par un mot: association. Mais l'association elle-même est soumise au progrès, et ce progrès consiste dans une association de plus en plus intime, et de plus en plus générale tout à la fois, jusqu'à ce qu'enfin elle vienne à tout embrasser. — Je vous ai donné dans d'autres séances la définition des mots qui brillent sur notre drapeau, Liberté, Egalité, Fraternité. — Je ne les considère pas au point de vue individuel, c'est au point de vue social que je le fais.

« Devant la société, tous les hommes sont égaux, toutes les différences disparaissent; la liberté pour l'homme consiste dans un état de choses qui lui permette le développement entier, complet, absolu de toutes ses facultés physiques et morales; il appartient à la société de donner un libre essor aux facultés de chacun et satisfaction à tous les besoins. L'égalité se trouve naturellement comprise dans cette définition. Du moment que la société donne à chacun la facilité de se développer complètement par la consécration du droit à l'existence, à l'éducation, à la consommation, vous avez l'égalité. La fraternité, tout le monde la proclame le lendemain d'une révolution, ceux-ci par générosité, ceux-là par peur: les uns sont toujours prêts à pardonner, à oublier; les autres à donner le baiser de Judas. Mais sachez-le bien, citoyens, la fraternité ne peut s'établir que par l'égalité absolue, l'égalité absolue, je le répète, et je crois que cette formule rend parfaitement ma pensée.

« Malgré la répugnance naturelle qu'on éprouve à parler de soi, à faire pour ainsi dire son éloge, je dois vous toucher quelques mots sur mon caractère et mes actes. — Depuis vingt-trois ans je suis au service de la République. J'étais membre de la société d'où sont sortis les quatre sergents de La Rochelle; en 1830, j'ai combattu pour la liberté, et pour ce fait on a cru devoir me décerner la croix de juillet; mais cette croix je ne l'ai point réclamée; il fallait, pour la porter, prêter serment à Louis-Philippe. — De 1830 à 1834 j'ai été emprisonné neuf fois; condamné à perpétuité puis à cinq ans; échappé, moi vingt-huitième de la prison de Pélagie, j'ai passé treize ans dans l'exil. J'aurais pu profiter de diverses amnisties; mais je n'ai point voulu accepter de grâce de celui à qui je n'en aurais pas fait. — Revenu d'Espagne au premier bruit de la Révolution, je suis rentré dans vos rangs, j'ai mis ma tête, mon cœur, mon bras, au service de la société des Droits de l'homme; si elle m'envoie à la Convention, j'obéirai, et souvent je viendrai dans son sein retremper mon patriotisme; en un mot, quelque poste qu'elle me confie, où qu'elle m'envoie, je ferai mon devoir de soldat. »

Le citoyen Forest. — Citoyens, lorsqu'à Rome les tribuns du peuple se présentaient au Forum, ils n'y paraissaient point quêtant les suffrages du peuple; ils attendaient, revêtus de la robe blanche, de la robe virile, qu'on les interrogeât, et quand on leur demandait ce qu'ils voulaient, ils répondaient au peuple: « Je veux ce que tu voudras. »

Le citoyen président vous a présenté son ami, son frère. Vous le connaissez tous; il vous a déroulé sa vie. Vous l'avez vu luttant pendant vingt ans contre la tyrannie; il vous a ouvert son cœur, et vous y avez lu

sans doute comme moi que l'homme qui a combattu en 1830, l'homme condamné, persécuté, l'homme qui n'a jamais varié, jamais changé, l'homme qui, revenu d'exil, a repris sa place dans vos rangs, cet homme-là est digne de vous représenter.

Appelez-le à la Convention. Il nous faut des hommes éprouvés, des révolutionnaires, en un mot; nous ne voulons pas des modérés, qui perdent les empires: la modération sera une excellente chose quand la République sera solidement établie. Maintenant il faut être révolutionnaire, il faut rompre tout à fait avec cet exécrable passé que nous avons renversé. Le peuple a brisé ce trône qui n'aurait jamais dû exister; malheur à quiconque aurait l'envie de le relever.

Nommez le citoyen Lebon; son cœur est plein d'amour pour l'humanité, il veut faire un avenir meilleur à la société toute entière. Vous connaissez l'homme, vous ne pouvez faire un meilleur choix.

Le citoyen Journaux demande ce qu'entend le candidat par égalité sociale. Chacun aura-t-il la même fortune?

Le citoyen Lebon. — J'ai défini l'égalité en ces termes: Tous les hommes sont égaux; devant la société toutes les différences disparaissent. — Les uns exercent des professions qui demandent de l'intelligence, les autres de l'adresse dans les travaux manuels; tous sont également utiles; la société ne tient point compte de ces différences, elle doit pour se donner de la force développer les forces et les facultés de chacun.

Le citoyen Journaux demande comment le candidat entend l'organisation du travail. Le travail a besoin de capital, et les travailleurs n'ont point de capitaux.

Le citoyen Lebon. — J'ai dit que la société devait être organisée en une association intime et générale tout à la fois. On a proclamé l'éducation commune, c'était justice; mais ce n'est point assez, il faut appliquer le principe: tous ne peuvent profiter de cette mesure, le fils du riche seul peut arriver aux écoles d'application, et les riches seulement profitent de ce qui est payé par tous. — Si vous voulez maintenant organiser le travail, il faut que tout enfant en sortant des écoles devienne fonctionnaire public; quel besoin alors aura-t-il de capitaux? Les ingénieurs, les officiers peuvent fort bien s'en passer.

Le citoyen Journaux prie le candidat de lui expliquer comment, aujourd'hui que les besoins sont pressants et demandent un soulagement immédiat, il procédera pour arriver au but; s'il emploiera des mesures légales ou extra-légales.

Le citoyen Lebon. — Nous sommes en présence de deux questions: la question d'organisation et la question de besoin. L'organisation peut être immédiate; la satisfaction des besoins, au contraire, nous presse et nous menace. La déclaration des Droits est formelle: elle consacre le droit à l'existence; mais en attendant que la société ait terminé son travail, il faut pourvoir aux besoins de tous.

La question est fort épineuse. Les mesures transitoires, celles déjà adoptées, ne signifient absolument rien au point de vue des principes. Augmentation des salaires, diminution du travail, tout cela est une cause de ruine pour les entrepreneurs et ne procure qu'un soulagement insignifiant. De plus, ces mesures ont cela de vicieux, qu'elles consacrent les différences entre les classes. J'aurais désiré que le Gouvernement fit procéder à l'examen, à l'analyse des domaines de l'Etat (et par domaines de l'Etat j'entends tous ceux qui appartiennent à la famille et aux complices de Louis-Philippe); j'aurais voulu qu'on organisât des ateliers sur ces domaines, soit agricoles, soit industriels, suivant leurs différentes natures, et qu'on réglât le travail et la rétribution d'après le système de Louis Blanc. Mais pour cela il faut du temps; la faim nous presse, et j'admets que cela ne suffirait point. Nous avons des besoins impérieux à satisfaire; eh bien! alors, qu'on prenne où il y a, n'importe où.

Le citoyen Journaux répond que prendre où il y a, c'est la guerre civile.

Le citoyen Lebon. — La guerre civile, mais elle existe depuis des siècles; c'est l'état de choses où le travailleur n'a d'autre refuge que l'hôpital, d'autre tombeau que la fosse commune; la guerre civile, c'est une organisation sociale où le riche est l'assassin du pauvre.

Le citoyen Journaux pense que l'impôt progressif pourrait parer à bien des malheurs.

Le citoyen Lebon. — Considérez, je vous prie, qu'on m'a demandé les moyens de pourvoir à l'instant même aux besoins du pauvre; croyez-vous donc que l'impôt progressif donnera à la question une solution immédiate? Cette mesure, sans doute, peut et doit être appliquée, mais il faut du temps pour cela. J'ai dit: « Il faut prendre où il y a, » mais je n'ai point compris qu'il fallait que le pauvre se ruât sur celui qui possède; telle n'est point ma pensée; je veux organiser, et ce serait là de la désorganisation, qui peut-être pourrait satisfaire les appétits individuels, mais qui ne ferait que changer les fortunes de mains. Non, personne ne doit prendre pour soi; mais la société, par l'action de la loi, doit prendre pour tous, elle doit prendre où il y a trop, car on ne peut nier qu'il n'y ait d'un côté le trop, de l'autre le trop peu.

Le citoyen Forest appuie le citoyen Lebon.

Le citoyen Taxile combat le dire du candidat et propose l'impôt progressif et la constitution d'ateliers nationaux.

Le citoyen Lebon. — Il est de mon devoir de terminer par quelques mots. Vous me rendrez cette justice que j'ai répondu franchement aux questions qui m'ont été posées. J'ai présenté des moyens d'organisation; on m'a pressé d'indiquer des moyens immédiats, j'ai dit ma façon de penser. Peut-être a-t-on trouvé un peu acerbes les mesures que j'ai proposées; mais pour ne point laisser périr les sociétés, il faut souvent, comme pour les individus, employer des remèdes héroïques.

Beaucoup de mes amis m'ont pressé d'accepter la candidature; mais je me trouverai bien heureux de me proclamer candidat des Droits de l'homme. Citoyens, me le permettez-vous? (Oui, oui. — Applaudissements unanimes.)

La séance est levée à dix heures.

CLUB RÉVOLUTIONNAIRE DU RHONE.

(Rue Saint-Honoré, 219 bis.)

Séance du 4 avril 1848. — La convocation des ci-

toyens du département du Rhône ayant été faite au moyen d'affiches portant pour titre: le club de la Révolution lyonnaise, le citoyen Pinton dit qu'il y a dans ce titre une signification trop locale, une idée de fédéralisme qui n'est pas dans l'esprit de notre révolution. Sur ces observations motivées et appuyées par plusieurs orateurs, la dénomination de club révolutionnaire du Rhône est substituée à l'unanimité à celle de club de la Révolution lyonnaise.

Le président, après cet incident, a exposé les principes politiques et sociaux qui réaliseront l'application de notre immortelle devise: Liberté, Egalité, Fraternité.

Le président a ensuite indiqué que le but de la société est de réunir tous les citoyens du Rhône habitant Paris, et de les mettre en rapport avec un club révolutionnaire siégeant à Lyon, lequel établirait de son côté des relations avec les clubs d'arrondissement et de canton, et par conséquent de ramener ainsi à un centre commun tous les citoyens du département du Rhône.

Déjà d'autres départements ont eu la même pensée; ils se sont organisés à Paris dans le même but, et bientôt la totalité des départements de la France imitant cet exemple, les délégués des clubs révolutionnaires siégeant à Paris constitueront le comité révolutionnaire central, qui réunira alors dans un centre commun toutes les forces organisatrices, politiques et sociales des départements.

Nous appelons donc tous les citoyens à la réalisation de ce but essentiellement organisateur, car il offrira à toutes les idées divergentes le vrai moyen de se réunir et d'obtenir toutes les conséquences politiques et sociales de notre révolution.

La séance a été levée à dix heures et renvoyée à jeudi 6 avril, sept heures du soir, rue Saint-Honoré, 219 bis.

Faits divers.

Une dépêche télégraphique annonce que le général Cavaignac n'a point accepté le ministère de la guerre.

Le Gouvernement provisoire vient de donner des ordres pour que les travaux des fortifications de la citadelle de Bayonne soient poussés activement.

L'hôpital qui s'élève dans le voisinage de Saint-Vincent-de-Paul prendra le nom d'hôpital de la République. Toute la façade du midi est construite. Cette façade se compose de deux bâtiments à deux étages, avec toits, et onze croisées de face, et de deux pavillons entaillés présentant trois croisées, le tout partagé par un beau portique formant la principale entrée.

Plus de 300 ouvriers travaillent journellement à cet édifice.

Les travaux pour la construction de l'embarcadere du chemin de fer de Paris à Strasbourg, situé au faubourg Saint-Denis, entre la rue Lafayette et la rue Neuve-Chabrol, sont en ce moment poursuivis par plus de 1,000 ouvriers, terrassiers, maçons et tailleurs de pierres.

Les jésuites de Modène ont fui, laissant même leur couvert mis. On a trouvé chez eux des correspondances très-intéressantes, contenant des lettres de cardinaux, de princes; des listes d'affiliés, des intrigues et des amours, etc., etc.

Le roi de Sardaigne a sanctionné l'émancipation des Israélites; il leur accorde l'admission à tous les droits civils, au baccalauréat et aux grades académiques. Le ministre de l'intérieur a confié la mission de présenter cette délibération souveraine au corps israélite, à Roberto d'Azeglio, qui a si puissamment contribué par ses écrits à obtenir ce résultat.

On lit dans l'Echo du Nord:

« Les bruits d'une convention douanière entre la Hollande et la Belgique prennent de la consistance. Un employé supérieur du département des affaires étrangères est parti hier dimanche pour La Haye. »

On lit dans le Galvani's Messenger:

« Nous sommes en mesure de démentir formellement un paragraphe du Globe de Londres de samedi annonçant que lord Normanby avait l'intention de quitter Paris et de partir pour l'Angleterre: lord Normanby n'a jamais songé à partir pour aucune affaire ni publique, ni privée; il n'a eu aucun entretien avec M. de Lamartine à ce sujet. »

Il a disparu des Tuileries deux énormes portefeuilles où Louis-Philippe gardait sa correspondance la plus curieuse et plaçait les pièces au moyen desquelles il pouvait user de représailles contre les hommes qui songeraient à se tourner contre lui ou contre les ministres de son choix. Ces deux portefeuilles ont été enlevés le 9 mars aux Tuileries par l'intermédiaire de la haute justice et apportés à l'hôtel de ville entre les mains du Gouvernement provisoire.

Au moment du départ précipité de l'ex-roi, ces deux portefeuilles importants avaient été jetés derrière un mur de corridor noir où ils n'ont été retrouvés intacts que sur les indications précises d'un ancien serviteur peu fidèle à ses maîtres tombés dans le malheur.

Parmi les candidatures du département de Seine-et-Marne, nous apprenons avec plaisir que celle du docteur Troncin, propriétaire dans le département, est une de celles qui paraissent avoir le plus de chances de succès.

Les chefs arabes de la subdivision de Tlemcen viennent d'offrir au Gouvernement provisoire une somme de 1,000 fr. pour venir en aide aux victimes de notre glorieuse Révolution: cette offrande accompagnait l'adresse par laquelle ces chefs assuraient le Gouvernement de leur obéissance et de leur fidélité.

On fait d'immenses préparatifs à l'Hippodrome, au Cirque national, à Mabilly, à la Grande-Chaumière, à la Closerie des Lilas, au Château des Fleurs et au Château-Rouge pour la prochaine reprise des fêtes champêtres.

On dit qu'un habile spéculateur offre 100,000 fr. de loyer au Gouvernement provisoire pour organiser des fêtes de nuit dans le délicieux parc de Monceaux, appartenant à l'ex-domaine privé.

L'un des gérants, rédacteur en chef: CARAIGNE.

Imprimerie Lacrampe et Fertiaux, rue Damiette, 2.

Ve
L
ON
3 mois.
On an.
A
Quel
de récl
droits
femmes
place d
à porte
Si ell
voici u
crois, l
Faut
million
Faut
taire m
compli
Comi
clavage
ta-elle
concou
les vill
tition
elles p
deman
porter
Voilà
nomme
tiation
se char
bitants
enfants
comme
donner
ces de
subside
Sa coll
commi
montai
Que
dans q
ble. C
Ce cen
Le té
points
d'hui
trémou
contre
de cett
tionsq
une de
le pren
A Pau
manière
Commis
tion de
autre v
il, il ce
France
tion n
traditi
pays. I
gnées
système
rités y
vince
mour
profon
patrie.
nité?
Pour
Est-ce
provin
roir r
il les r
rayons
pace e
Pour
peuple
teurs é
nime,
sion c
un esp
saint d
de a c
vince
meille
absolu
peuple
versel
marty
grand
de voi
son é
tique,
rité, le
batten
muni
et vou
lantes
vous
nonci